

Article pour le site amnesty.org

BONNE NOUVELLE : Journalistes éthiopiens libérés

Index AI : AFR 25/010/2007 – ÉFAI

Date : 4 mai 2007

La journaliste et directrice de publication Serkalem Fasil a été libérée après que le juge eu prononcé un non-lieu en sa faveur. Elle a été libérée en même temps que son compagnon Eskinder Negga et 26 autres personnes détenues en Éthiopie, dont six journalistes.

Serkalem Fasil faisait partie des 14 rédacteurs en chef et reporters de journaux indépendants ayant été arrêtés pour avoir publié des articles critiques à l'égard de l'action du gouvernement pendant les élections législatives de mai 2005.

Arrêtée en novembre 2005 pour son rôle de co-directrice de publication des journaux *Asqual*, *Menilik* et *Satenaw*, Serkalem Fasil risquait la peine de mort si elle était reconnue coupable des chefs de trahison, d'outrages à la Constitution et d'incitation au complot armé dont elle faisait l'objet. Serkalem Fasil était enceinte au moment de son arrestation et a donné naissance à un petit garçon à l'hôpital de la police en juin.

En mars 2006, une délégation du Committee to Protect Journalists (CPJ) avait rencontré le Premier ministre Meles Zenawi en Éthiopie et celui-ci avait assuré alors que les journalistes seraient jugés équitablement. En octobre et novembre 2006, les avocats de trois des accusés avaient soumis à un contre-interrogatoire des témoins à charge (Serkalem Fasil avait refusé de participer à cette procédure parce qu'elle ne croyait pas en l'équité du procès).

Huit journalistes ont été libérés à ce jour, dont Zekarias Tesfaye (*Netsanet*) ; Sisay Agena (*Ethiop*) ; Fasil Yenealem (*Addis Zena*) ; Dereje Habtewold (rédacteur en chef adjoint de *Menilik* et *Netsanet*) ; Nardos Meaza (rédacteur en chef de *Satenaw*) et Feleke Tibebe (rédacteur en chef adjoint de *Hadar*).

La liberté d'expression a été considérablement restreinte en Éthiopie depuis ces arrestations. Seuls quelques journaux indépendants continuent de paraître et ils évitent de critiquer trop ouvertement le gouvernement. La libération de Serkalem Fasil et des autres journalistes constitue un pas dans la bonne direction. Amnesty International demande maintenant que toutes les autres personnes prisonnières d'opinion en Éthiopie soient libérées.